**Chapitre 7 – Dispositions relatives aux paris sportifs en ligne**

**Article 100 - Mises**  
  
Les acteurs d’une compétition sportive et/ou d’une rencontre organisées ou autorisée par la LNR ne peuvent engager sur ladite compétition et/ou rencontre, directement ou par personne interposée, de mises au sens de l’article 10-3° de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l’ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d’argent et de hasard en ligne, dès lors qu’il y sont intéressés, notamment du fait de leur participation ou d’un lien de quelque nature qu’il soit avec cette compétition sportive et/ou rencontre.  
  
Cette interdiction porte sur les supports de paris que sont les compétitions organisées ou autorisées par la FFR et la LNR.  
  
   
  
**Article 101 – Divulgation d’informations**  
  
Les acteurs d’une compétition sportive et/ou d’une rencontre organisée au autorisée par la LNR ne peuvent communiquer aux tiers d’informations privilégiées sur ladite compétition et/ou rencontre, obtenues à l’occasion de leur profession ou de leurs fonctions, en vue de réaliser ou de permettre de réaliser une opération de pari en ligne sur ladite compétition et/ou rencontre, au sens des articles 4 et 10-1° de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l’ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d’argent et hasard en ligne, avant que le public ait connaissance de ces informations.  
  
   
  
**Article 102 – Acteurs d’une compétition sportive et/ou d’une rencontre**  
  
Pour l’application des dispositions du présent chapitre, la notion d’acteurs de la compétition et/ou de la rencontre organisées ou autorisées par la LNR s’entend de toute personne licenciée ou affiliée auprès de la FFR et qui participe activement à ladite compétition et/ou rencontre organisée ou autorisée par la LNR et ouverte aux paris en ligne.

*Barème des sanctions générales : article 725-2 des Règlements généraux :*

**E - Chapitre 7 : Dispositions relatives aux paris sportifs en ligne**

**Article 100 et suivants**  
  
Non-respect des obligations relatives aux paris sportifs en ligne  
  
Blâme à radiation des licenciés et des clubs reconnus responsables  
  
Sanction financière d’un montant maximum de 30 000 € à l’encontre du club selon la gravité de l’infraction

https://mail.google.com/mail/u/0/images/cleardot.gif